

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions - TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

National Master Standing Offer (NMSO)

Offre à commandes principale et nationale (OCPN)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Electrical & Electronics Products Division

L'Esplanade Laurier

East Tower, 4th floor,

Ottawa

Ontario

K1A 0S5

Title - Sujet GRC têtes d'éclairage DEL	
Solicitation No. - N° de l'invitation M7594-193579/A	Date 2019-04-02
Client Reference No. - N° de référence du client M7594-193579	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$HN-458-76816
File No. - N° de dossier hn458.M7594-193579	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-05-13	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Lee, Carlos	Buyer Id - Id de l'acheteur hn458
Telephone No. - N° de téléphone (613)296-6475 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Relation mandant-mandataire
2. Offre
3. Clause d'exclusion
4. Introduction
5. Sommaire
6. Exigences relatives à la sécurité
7. Compte rendu
8. Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)
9. Divulgence de renseignements – Utilisateurs optionnels

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes
2. Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre
2. Exigences relatives à la sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables
6. Utilisateurs désignés

7. Instrument de commande
8. Limite des commandes subséquentes
9. Limitation financière
10. Ordre de priorité des documents
11. Attestations
12. Lois applicables

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Besoin
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Paiement
5. Instructions pour la facturation
6. Assurances
7. Clauses du Guide des CCUA (Livraison)

Liste des annexes et appendices :

Annexe A - Énoncé des Exigences

Appendice 1 - Liste de Produits

Appendice 2 - Lieux d'envoi

Appendice 3 - Dessins des têtes d'éclairage

Appendice 4 - Dimension des têtes d'éclairage

Annexe B - Critères d'évaluation Technique

Annexe C - Barème de prix

Annexe D - Rapport d'usage trimestriel d'une offre à commandes

Annexe E - Demande de rajustement du taux de change

Annexe F - Instruments de paiement électronique

DÉFINITIONS

Dans l'offre à commandes, à moins que le contexte exige autre chose :

« Utilisateur autorisé »

Désigne un utilisateur fédéral désigné et un utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire précisé dans l'offre à commandes, et autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes;

« Utilisateur fédéral désigné »

Désigne les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État énumérés aux annexes I, I.1, II et III de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R. (1985), ch. F-11;

« Utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire »

Désigne toute province ou tout territoire canadien, selon le cas, y compris le secteur des municipalités, des établissements d'enseignement supérieur, des écoles et des hôpitaux (secteur MESSS) auxquels le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux peut fournir accès à ses services et mécanismes d'approvisionnement. Le secteur MESSS peut comprendre les administrations municipales régionales, locales ou de district ou toute autre forme d'administration municipale, les commissions scolaires, les entités d'enseignement, de services de santé et de services sociaux financées par le secteur public, ainsi que toute société ou entité détenue ou contrôlée par les entités précitées, désignées dans l'offre à commandes;

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Relation mandant-mandataire

Le Canada n'agit pas à titre de mandataire de l'« utilisateur désigné de la province/du territoire » et l'« utilisateur désigné de la province/du territoire » n'agit pas à titre de mandant du Canada.

En présentant une offre, l'« utilisateur désigné de la province/du territoire » accepte toutes les obligations et responsabilités associées à l'établissement et à la gestion de la commande.

2. Offre

En présentant une offre, l'offrant propose de fournir et de livrer les biens, les services, ou combinaison de biens et de services, décrits dans l'offre à commandes, selon les prix établis dans l'offre à commandes, lorsque l'utilisateur désigné demande, le cas échéant, les biens, les services, ou un combinaison de biens et de services, conformément aux modalités de l'offre à commandes.

3. Clause d'exclusion

En présentant une offre, l'offrant consent à ne faire valoir aucune réclamation, action ou cause d'action, ou plainte et reconnaît qu'il lui sera interdit de déposer toute réclamation, action ou plainte contre Sa Majesté la Reine du chef du Canada au titre de dommages, d'une réclamation, de coûts, d'intérêts, de pertes, d'occasions perdues ou de préjudices, quelle que soit leur nature, découlant de l'attribution d'une commande subséquente à une offre à commandes et du contrat subséquent, lorsque cette commande est attribuée par un « utilisateur désigné d'une province/d'un territoire ». L'offrant reconnaît et accepte que l'attribution d'une commande fait en sorte que l'utilisateur désigné de la province/du territoire devient l'autorité contractante. À ce titre, il est responsable de tout problème contractuel connexe ou autre pouvant survenir à la suite de l'attribution de la commande subséquente à l'offre à commandes.

4. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

Partie 1	Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;
Partie 3	Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations : comprend les attestations à fournir;
Partie 6	Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : comprend

Partie 7 des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et
7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :

7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent des exigences techniques des têtes d'éclairage, le barème de prix, le Rapport d'usage trimestriel d'une offre à commandes, le Demande de rajustement du taux de change et tous autres appendices.

5. Sommaire

La Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) veut attribuer une Offre à commandes principale et nationale (OCPN) consistant à fournir et à livrer, selon la demande, à divers endroits au Canada, des têtes d'éclairage à diode électroluminescente (DEL). Le marché comprend les manuels portant sur le fonctionnement, l'installation et l'entretien, pendant une période de trois (3) ans, de la date d'attribution, avec deux (2) périodes de renouvellement d'un (1) an.

Plusieurs offres à commandes pourrait être émis, soit une par groupe d'article.

Ce besoin est assujetti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

6. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte pas des exigences relatives à la sécurité.

7. Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

8. Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les incidences éventuelles sur toute offre à commandes subséquente attribuée dans le cadre de cette demande de soumissions, reportez-vous à la section 7.14 – Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).

Le [communiqué de presse](#) du gouvernement du Canada fournit des renseignements additionnels.

9. Divulgaration de renseignements – Utilisateurs optionnels

Les définitions suivantes s'appliquent uniquement à cette disposition :

Les « **utilisateurs optionnels** » sont des entités du secteur MESSS qui n'ont pas été autorisés par leurs provinces respectives d'émettre ces commandes en vertu de l'offre à commandes.

Les « **entités du secteur MESSS** » sont les municipalités, les entités d'enseignement supérieur, les écoles et les hôpitaux d'une province. Elles peuvent comprendre les administrations municipales régionales, locales ou de district ou toute autre forme d'administration municipale, les commissions scolaires, les entités d'enseignement, de services de santé et de services sociaux financées par le secteur public, ainsi que toute société ou entité détenue ou contrôlée par les entités précitées.

L'offrant reconnaît que les utilisateurs optionnels peuvent, s'ils le souhaitent, acquérir pour leur propre utilisation lesdits biens, services ou une combinaison des deux, tel qu'il décrit dans la présente offre à commandes (nommé ci-après « produits livrables »).

Si un utilisateur optionnel communique avec l'offrant pour acheter certains ou tous les produits livrables (nommé ci-après « demande »), l'offrant entreprendra des négociations avec celui-ci. Dans le cadre des négociations, l'offrant a) divulguera à l'utilisateur optionnel ses prix unitaires et son taux horaire conformément à l'offre à commandes, b) divulguera toutes les autres modalités à cet égard et c) si nécessaire, déploiera tous les efforts commercialement raisonnables pour négocier un accord distinct avec l'utilisateur optionnel pour la fourniture des produits livrables (nommé ci-après « accord distinct »).

L'offrant sera responsable de sa propre administration de contrat avec l'utilisateur optionnel. Il ne pourra rediriger au Canada aucun problème contractuel qui pourrait survenir avec l'utilisateur optionnel. Ces problèmes contractuels comprennent, sans s'y limiter, les négociations contractuelles, l'administration du contrat et le rendement du contrat.

L'offrant n'aura pas le pouvoir de lier Canada, de créer un partenariat, une coentreprise ou une relation mandant/mandataire entre le Canada et l'offrant. L'offrant ne doit pas se présenter à l'utilisateur optionnel comme un mandataire ou un représentant du Canada.

Le Canada ne sera pas, ou ne sera pas considéré comme, une partie à un accord distinct ou le garant d'une obligation ou d'une responsabilité quelconque à l'égard d'une autre partie en vertu d'un accord distinct. Il est entendu que le Canada ne sera aucunement responsable à l'égard de l'offrant de coûts quelconques et n'aura aucune obligation envers ce dernier quant à un problème découlant d'un accord distinct.

Le Canada n'offre aucune représentation, assurance ou garantie qu'un utilisateur optionnel fera une demande ou conclura un accord distinct avec l'offrant

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

[2006](#) (2018-05-22) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2006](#), Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours civils

Insérer : quatre-vingt-dix (90) jours civils

1.1 Clauses du Guide des CCUA

Références de CCUA	Section	Date
M9033T	Capacité financière	2011-05-16
B1000T	Condition du matériel	2014-06-26

1.2 Échantillons

L'offrant doit, à la demande du responsable de l'offre à commande, fournir un échantillon au responsable technique, frais de transport payés d'avance et sans frais pour le Canada, dans les

10 jours civils après la date de la demande. Si l'échantillon ne satisfait pas aux exigences stipulées de l'annexe "A" et de l'annexe B ou si l'offrant ne respecte pas la demande de l'autorité contractante, la soumission sera jugée non recevable. Seule l'offre conforme la plus basse devra fournir un échantillon.

2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiqués à la page 1 de la DOC. Les offrants doivent acheminer leur offre à l'endroit suivant :

Réception des soumissions - TPSGC
11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III, Noyau 0B2
Gatineau, Québec, K1A 0S5
Tél: 819-420-7201 FAX: 819-997-9776

3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins **dix (10)** jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

Si l'offrant choisit d'envoyer son offre par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des Instructions uniformisées 2006. Les offrants doivent soumettre leur offre dans une transmission unique. Le service Connexion postal a la capacité de transmettre plusieurs documents par transmission, jusqu'à un maximum de 1 Go par document. Canada demande que les documents soient identifiés, groupés et présentés en sections distinctes comme suit :

Section I : Offre technique

Section II : Offre financière

Section III : Attestations

Section IV : Renseignements supplémentaires

Si l'offrant choisit de transmettre son offre sur papier, le Canada demande que l'offre soit présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Offre technique **3** exemplaires papier et **2** copies électroniques sur CD, DVD ou clé USB

Section II : Offre financière **1** exemplaire papier et **1** copie électroniques sur CD, DVD ou clé USB

Section III : Attestations **3** exemplaires papier et **2** copies électroniques sur CD, DVD ou clé USB

Section IV : Renseignements supplémentaires **3** exemplaires papier et **2** copies électroniques sur CD, DVD ou clé USB

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique sur le média et de l'exemplaire papier, le libellé de l'exemplaire papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Si l'offrant fournit simultanément plusieurs copies de son offre à l'aide de méthodes de livraison acceptable, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal et celui de la copie papier, le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal aura préséance sur le libellé des autres copies.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur offre en format papier :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la DOC.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573) (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants doivent :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec la base de prix. Les taxes applicables en sus

1.1 Prix – Invitations à offrir comportant plusieurs articles

Les offrants ne sont pas tenus de proposer un prix pour chaque groupe de l'offre à commandes pour que leur offre soit évaluée. Cependant, l'offrant doit fournir un prix unitaire pour TOUS les articles d'un groupe en particulier. De plus, ils peuvent retirer un ou plusieurs articles de leur offre après la date de clôture de l'offre à commandes, mais avant l'émission de l'offre à commandes, en présentant une demande par écrit au responsable de l'offre à commandes.

1.2 Paiement par carte de crédit

Paiement électronique de factures - offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « F » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;
- () Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

Si l'annexe « F » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

1.3 Base de prix

Le soumissionnaire doit fournir des prix unitaires fermes, en dollars canadiens, rendu droits acquittés (destination), les taxes applicables en sus, selon le cas. Les frais de transport à destination doivent être inclus ainsi que les droits de douane et la taxe d'accise applicable.

1.4 Fluctuation du taux de change

1. Le soumissionnaire peut demander au Canada d'assumer les risques et les avantages liés aux fluctuations du taux de change. Si le soumissionnaire demande un rajustement du taux de change, cette demande doit être clairement indiquée dans la soumission au moment de sa présentation. Le soumissionnaire doit présenter le formulaire [PWGSC-TPSGC 450](#), Demande de rajustement du taux de change, avec sa soumission, et indiquer le montant en monnaie étrangère en dollars canadiens pour chaque article pour lequel un rajustement du taux de change est demandé.
2. Le montant en monnaie étrangère est défini comme la portion du prix ou du taux qui varie directement en fonction des fluctuations du taux de change. Ce montant devrait comprendre l'ensemble des taxes, des droits et des autres coûts payés par le soumissionnaire et qui seront compris dans le montant de rajustement.
3. Le prix total payé par le Canada sur chaque facture sera rajusté au moment du paiement, selon le montant en monnaie étrangère et la disposition relative à la fluctuation du taux de change du contrat. Le rajustement du taux de change sera uniquement appliqué lorsque la fluctuation du taux de change varie de plus de 2% (augmentation ou diminution).
4. Au moment de la soumission, le soumissionnaire doit remplir les colonnes (1) à (4) du formulaire [PWGSC-TPSGC 450](#) pour chaque article pour lequel il veut se prévaloir de la disposition relative à la fluctuation du taux de change. Lorsque les soumissions sont évaluées en dollars canadiens, les valeurs indiquées dans la colonne (3) devraient aussi être en dollars canadiens, afin que le montant du rajustement soit présenté dans la même devise que le paiement.
5. Aux fins de la présente disposition relative à la fluctuation du taux de change, les autres taux ou calculs proposés par le soumissionnaire ne seront pas acceptés.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

Section IV: Renseignements supplémentaires

1.5 Représentants de l'offrant

Nom et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer :

Commandes subséquentes :

Nom :

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel :

Suivi de la livraison :

Nom :

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel :

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

1.1 Critères d'évaluation

Toutes les offres doivent être complétées en détail et fournir toutes informations requises dans la demande d'offre à commandes pour permettre une évaluation complète.

1.1.1 Évaluation technique

1.1.2 Critères techniques obligatoires

Les exigences **obligatoires** suivantes seront prises en considération aux fins de l'évaluation de chaque offres :

Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction, comme précisé à la Partie 5;

Conformité aux exigences techniques (description des articles à l'annexe A et à l'annexe B) ;

Indiquant simplement une conformité à un critère est insuffisant. Les soumissionnaires doivent présenter une démonstration clairement organisée, imprimé (et non à la main) qui comprend toute la documentation technique nécessaire afin de démontrer clairement leur conformité à tous les points présentés dans l'énoncé des travaux de l'annexe "A" et de l'annexe "B";

Acceptation des autres modalités établies dans la demande d'offre à commandes ;

Conformité aux méthodes d'établissement des base de prix ;

Préparation de la demande d'offres à commandes ;

Divulgaration des renseignements en 2009 - Conditions générales - offres à commandes - biens.

1.1.3 Évaluation financière

Dans le processus d'évaluation, on examinera chaque offre en fonction des exigences **obligatoires** suivantes :

Conformité aux exigences d'établissement des prix présentées à la base de prix et à l'Annexe C – Barème de prix;
Prix unitaire fourni pour TOUS les articles d'un groupe en particulier.

Le prix total de l'offre sera déterminé comme suit :

Pour chaque article d'un même groupe, le prix unitaire évalué sera déterminé en divisant la somme (pour les années 1, 2 et 3, ainsi que les années optionnelles 1 et 2) par le nombre d'années potentielles (5).

Le prix unitaire évalué du groupe sera ensuite calculé en divisant la somme de tous les prix unitaires évalués du groupe par le nombre d'articles du même groupe.

Le prix total de l'offre des groupes comprenant un seul article sera déterminé en utilisant le prix unitaire évalué.

Exemple :

Numéro de groupe	Sous-section	Numéro de pièce ou équivalent	Description	Prix unitaire pour la 1 ^{re} année	Prix unitaire pour la 2 ^e année	Prix unitaire pour la 3 ^e année	Prix unitaire pour la 1 ^{re} année optionnelle	Prix unitaire pour la 2 ^e année optionnelle	Prix unitaire évalué total/nombre d'années)	Prix unitaire évalué pour le groupe (total de tous les prix unitaires évalués/nombre d'article dans le groupe)
1	1.1	Whelen – IONR	Whelen ION (rouge)	3,00 \$	3,50 \$	4,00 \$	4,50 \$	5,00 \$	4,00 \$	
	1.2	Whelen – IONB	Whelen ION (bleu)	3,50 \$	4,00 \$	4,50 \$	5,00 \$	5,50 \$	4,50 \$	
	1.3	Whelen – IONJ	Whelen ION (rouge/bleu)	4,00 \$	4,50 \$	5,00 \$	5,50 \$	6,00 \$	5,00 \$	
	1.4	Whelen – IONA	Whelen ION (jaune)	4,00 \$	4,50 \$	5,00 \$	5,50 \$	6,00 \$	5,00 \$	4,63 \$

1.2 Attestation ou conditions préalables au contrat

Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, comme précisé à la Partie 5

La capacité financière, comme précisé à la Partie 2, 1.1

2. Méthode de sélection

La soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. La recommandation pour l'attribution d'un offres à commandes se fera en fonction de la soumission recevable, ayant la moyenne des prix unitaires évalué du groupe la plus basse, tel qu'indiqué dans l'annexe "C".

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux Dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **le cas échéant**, le formulaire de déclaration publié sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur offre ne soit pas rejetée dans le cadre du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Attestation des caractéristiques environnementales générales

L'offrant doit sélectionner et remplir l'une des deux déclarations suivantes aux fins d'attestation

A) L'offrant atteste que l'offrant est inscrit ou rencontre la norme ISO 14001.

Signature du représentant autorisé de l'offrant

Date

ou

B) L'offrant atteste que l'offrant satisfait et continuera de satisfaire, pendant toute la durée du contrat, à un minimum de quatre (4) des six (6) critères identifiés dans le tableau ci-dessous.

L'offrant doit indiquer qu'il satisfait à un minimum de quatre (4) critères.

Pratiques écologiques au sein de l'organisation des offrants	Insérez un crochet pour chaque critère qui est respecté.
Favorise un environnement sans papier au moyen de directives, procédures et / ou programmes.	
Tous les documents sont imprimés recto verso et en noir et blanc dans le cadre des activités quotidiennes, excepté lors d'indications contraires par votre client.	
Le papier utilisé dans le cadre des activités quotidiennes est composé d'un minimum de 30% de matières recyclées et possède une certification de la gestion durable des forêts.	
Utilise préférentiellement des encres écologiques et achète des cartouches d'encre réusinées ou cartouches d'encre qui peuvent être retournées au fabricant aux fins de réutilisation et de recyclage dans le cadre des activités quotidiennes.	
Des bacs de recyclage pour le papier, le papier journal, le plastique et l'aluminium sont disponibles et vidés régulièrement conformément au programme de recyclage local.	
Un minimum de 50% de matériel de bureau détient une certification écoénergétique.	

Signature du représentant autorisé de l'offrant

Date

5.2.3 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF](#) ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail \(https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4\)](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « [offrants à admissibilité limitée du PCF](#) » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

Le Canada aura aussi le droit de résilier la commande subséquente pour manquement si l'entrepreneur ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF](#) » pendant la durée du contrat.

L'offrant doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe intitulée [Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation](#) remplie avant l'émission de l'offre à commandes. Si l'offrant est une coentreprise, l'offrant doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2.4 Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

5.2.4.1 Statut et disponibilité du personnel

L'offrant atteste que, s'il obtient une offre à commandes découlant de la demande d'offres à commandes, chaque individu proposé dans son offre sera disponible pour exécuter les travaux dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes, tel qu'exigé par le représentant du Canada, au moment indiqué dans la commande ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, l'offrant est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans son offre, l'offrant peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé.

Si l'offrant a proposé un individu qui n'est pas un employé de l'offrant, l'offrant atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. L'offrant doit, sur demande du responsable de l'offre à commandes, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée à l'offrant ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que l'offre soit déclarée non recevable.

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Définitions et interprétation

a) Définitions : Dans cette offre à commandes, sauf indications contraires, les termes contenus dans la section 01 2009 – *offres à commandes – biens ou services – utilisateur autorisé* jointe aux présentes à l'annexe G s'appliquent ou, si le terme n'est pas défini à l'annexe, mais qu'il l'est dans l'offre à commandes ou tout autre document faisant partie de l'offre à commandes, ce terme doit avoir le sens qui lui est donné dans un tel document.

b) Autres dispositions d'interprétation, sauf indication contraire :

1. toutes les références d'une « section », d'un autre paragraphe, d'une annexe ou d'un appendice désigné s'appliquent à cette section, ce paragraphe, cette annexe ou cet appendice de l'offre à commandes;
2. les termes « dans les présentes », « par les présentes », « en vertu des présentes » et autres expressions semblables renvoient à l'offre à commandes dans son ensemble et non à une section ou une partie de celle-ci;
3. l'insertion de titres a pour seul but de faciliter la consultation. Ils ne sont pas une partie de l'offre à commandes et ne doivent pas être employés pour interpréter, définir ou limiter l'étendue, la portée ou la visée de l'offre à commandes ou de ses dispositions;
4. le singulier d'un terme comprend le pluriel et vice versa, l'utilisation d'un terme s'applique généralement à tous les genres et, selon le cas, une entreprise. Le mot « y compris » n'est pas restrictif, qu'il soit utilisé ou non avec des termes non restrictif (comme « sans restriction », « sans s'y limiter » ou autres formulations semblables) dans la référence à cet égard;
5. les mots qui désignent des personnes comprennent : individus, entreprises, sociétés à responsabilité limitée ou illimitée, sociétés en nom collectif ou sociétés en commandite, associations, sociétés de fiducie, organisations non constituées en personne morale et coentreprises;
6. lorsqu'un mot est défini, les autres formes du mot auront la même signification;
7. toute référence à l'offre à commandes, à un accord, à d'autres documents écrits, à un permis, à une licence ou à une approbation renvoie à tout document écrit, permis, licence ou approbation pouvant être modifié ou remplacé de temps à autre;
8. toute référence à un code, un règlement, une loi, une directive de politique ou un autre document énuméré dans la présente offre à commandes renvoie à tout élément pouvant être modifié, effectué, remplacé, promulgué, repromulgué ou élargi de temps à autre;
9. tous les montants en dollars désignent des dollars canadiens.

Principaux Termes

Définitions

Dans l'offre à commandes, à moins que le contexte exige autre chose :

« Utilisateur autorisé »

désigne un utilisateur fédéral désigné et un utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire précisé dans l'offre à commandes, et autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

« Utilisateur fédéral désigné »

désigne les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État énumérés aux annexes I, I.1, II et III de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R. (1985), ch. F-11.

« Utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire »

désigne toute province ou tout territoire canadien, y compris, selon le cas, le secteur des municipalités, des établissements d'enseignement supérieur, des écoles et des hôpitaux (secteur MESSS) à qui le ministère de TPSGC peut fournir un accès à ses services d'approvisionnement et instruments d'achat. Le secteur MESSS peut comprendre les administrations municipales régionales, locales ou de district ou toute autre forme d'administration municipale, les commissions scolaires, entités d'enseignement, de services de santé et de services sociaux financés par le secteur public, ainsi que toute société ou entité détenue ou contrôlée par les entités précitées, lesquelles sont précisées au contrat.

« Renseignements généraux »

L'offrant fournira et livrera les biens, les services, ou les deux, décrits dans la présente offre à commandes, selon les prix établis dans l'offre à commandes, lorsque l'utilisateur autorisé demande, le cas échéant, les biens, les services, ou les deux, conformément aux modalités de l'offre à commandes.

« Relation mandant-mandataire »

Le Canada n'agit pas à titre de mandataire de l'« utilisateur désigné de la province/du territoire » et l'« utilisateur désigné de la province/du territoire » n'agit pas à titre de mandant du Canada. En présentant une offre, l'« utilisateur désigné de la province/du territoire » accepte toutes les obligations et responsabilités associées à l'établissement et à la gestion de la commande.

« Clause d'exclusion »

En présentant une offre, l'offrant consent à ne faire valoir aucune réclamation, action ou cause d'action, ou plainte et reconnaît qu'il lui sera interdit de déposer toute réclamation, action ou plainte contre Sa Majesté la Reine du chef du Canada au titre de dommages, d'une réclamation, de coûts, d'intérêts, de pertes, d'occasions perdues ou de préjudices, quelle que soit leur nature, découlant de l'attribution d'une commande subséquente à une offre à commandes et du contrat subséquent, lorsque cette commande est attribuée par un « utilisateur désigné d'une province/d'un territoire ». L'offrant reconnaît et accepte que l'attribution d'une commande fait en sorte que l'utilisateur désigné de la province/du territoire devient l'autorité contractante. À ce titre, il est responsable de tout problème contractuel connexe ou autre pouvant survenir à la suite de l'attribution de la commande subséquente à l'offre à commandes.

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe « A » et à l'annexe « B ».

2. Exigences relatives à la sécurité

Cette offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans [le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

[2009](#) (2018-07-16), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « D ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les *trimestres* au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- 1) Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;
- 2) Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;
- 3) Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;
- 4) Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les trente (30) jours civils suivant la fin de la période de référence.

4. Durée de l'offre à commandes

4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du _____ au _____.

4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux (2) période d'un an supplémentaire, à partir du _____ jusqu'au _____ et à partir du _____ jusqu'au _____, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 30 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

5. Responsables

5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Carlos Lee

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction du transport et des produits logistiques, électriques et pétroliers
Division HN
L'Esplanade Laurier, 140 rue O'Connor, Tour est, 4ième étage,

Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : (613) 296-6475
Courriel : Carlos.lee@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

5.2 Autorités contractantes

Si une commande subséquente est émise par :

5.2.1 Utilisateur fédéral désigné :

L'autorité responsable de l'offre à commandes est l'autorité contractante pour les commandes des utilisateurs fédéraux désignés et les contrats subséquents.

5.2.2 Utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire :

L'utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire qui passe la commande est l'autorité contractante pour la commande et les contrats subséquents.

5.3 Représentant de l'offrant

Nom et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer : (insérer à l'émission de l'offre)

Commandes subséquentes :

Nom :

Téléphone : (xxx) xxx-xxxx Télécopieur : (xxx) xxx-xxxx

Courriel :

Suivi de la livraison :

Nom :

Téléphone : (xxx) xxx-xxxx Télécopieur : (xxx) xxx-xxxx

Courriel :

6. Utilisateurs désignés

6.1 Utilisateurs fédéraux désignés

Les utilisateurs fédéraux désignés autorisés à placer des commandes subséquentes à l'offre à commandes comprennent les ministères, organismes ou sociétés d'État fédéraux mentionnés dans les annexes I, I.1, II et III de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R.C. (1985), chap. F-11.

6.2 Utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire

Les utilisateurs désignés des gouvernements provinciaux ou territoriaux suivants sont les seules entités autorisées à passer des commandes dans le cadre de cette offre à commandes.

- Manitoba

- Alberta
 - Ville de Calgary, AB
 - Ville de Edmonton AB

- Ile du Prince Edouard

6.3 Divulgence de renseignements – Utilisateurs optionnels

Les « **utilisateurs optionnels** » sont des entités du secteur MESSS qui n'ont pas été autorisées par leurs provinces respectives d'émettre ces commandes subséquentes en vertu de l'offre à commandes.

Les « **entités du secteur MESSS** » sont les municipalités, les entités d'enseignement supérieur, les écoles et les hôpitaux. Elles peuvent comprendre les administrations municipales régionales, locales ou de district ou toute autre forme d'administration municipale, les commissions scolaires, les entités d'enseignement, de services de santé et de services sociaux financées par le secteur public, ainsi que toute société ou entité détenue ou contrôlée par les entités précitées.

L'offrant reconnaît que les entités du secteur MESSS qui n'ont pas été définies comme utilisateur autorisé de la présente offre à commandes (nommé ci-après « utilisateurs optionnels ») peuvent, s'ils le souhaitent, acquérir pour leur propre utilisation lesdits biens, services ou les deux, tel qu'il décrit dans la présente offre à commandes (nommé ci-après « produits livrables »).

Si un utilisateur optionnel communique avec l'offrant pour acheter certains ou tous les produits livrables (nommé ci-après « demande »), l'offrant entreprendra des négociations avec celui-ci. Dans le cadre des négociations, l'offrant a) divulguera à l'utilisateur optionnel ses prix unitaires et son taux horaire conformément à l'offre à commandes, b) divulguera toutes les autres modalités à cet égard et c) si nécessaire, déploiera tous les efforts commercialement raisonnables pour négocier un accord distinct avec l'utilisateur optionnel pour la fourniture des produits livrables (nommé ci-après « accord distinct »).

L'offrant sera responsable de sa propre administration de contrat avec l'utilisateur optionnel. Il ne pourra rediriger au Canada aucun problème contractuel qui pourrait survenir avec l'utilisateur optionnel. Ces problèmes contractuels comprennent, sans s'y limiter, les négociations contractuelles, l'administration du contrat et le rendement du contrat.

L'offrant n'aura pas le pouvoir de lier Canada, de créer un partenariat, une coentreprise ou une relation mandant/mandataire entre le Canada et l'offrant. L'offrant ne doit pas se présenter à l'utilisateur optionnel comme un mandataire ou un représentant du Canada.

Le Canada ne sera pas, ou ne sera pas considéré comme, une partie à un accord distinct ou le garant d'une obligation ou d'une responsabilité quelconque à l'égard d'une autre partie en vertu d'un accord distinct. Il est entendu que le Canada ne sera aucunement responsable à l'égard de l'offrant de coûts quelconques et n'aura aucune obligation envers ce dernier quant à un problème découlant d'un accord distinct.

Le Canada n'offre aucune représentation, assurance ou garantie qu'un utilisateur optionnel fera une demande ou conclura un accord distinct avec l'offrant.

7. Instrument de commande

Les commandes autorisées dans le cadre de cette offre à commandes doivent être passées en utilisant les formulaires déterminés ou leurs équivalents par télécopieur, par courrier électronique ou tout autre moyen considéré comme acceptable par l'utilisateur autorisé et l'offrant.

Un formulaire de commande subséquente ou un document équivalent doit être transmis au plus tard le jour ouvrable suivant une commande de biens par téléphone, par télécopieur ou par courriel. Ces commandes subséquentes constituent une acceptation de l'offre et un contrat pour les biens décrits dans la commande.

Les commandes subséquentes à une offre à commandes payées avec la carte d'achat (carte de crédit) au point de vente doivent bénéficier des mêmes prix et conditions que toute autre commande.

Les travaux pour la GRC seront prioritaires dans le cadre de cette offre à commandes. Par conséquent, dans l'éventualité où les besoins commerciaux / opérationnels de la GRC seraient affectés par les commandes passées par d'autres ministères / autorités, le responsable de l'offre à commandes peut, à tout moment, avertir l'offrant du retrait de l'autorité de ces ministères. / autorités à émettre des commandes subséquentes à la présente offre à commandes. À la réception de cet avis, l'offrant refusera toute commande subséquente jusqu'à ce que le responsable de l'offre à commandes l'informe du contraire.

7.1 Instrument de commande

7.1.1 Utilisateurs Fédéraux Désignés

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 ou 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du Canada (Visa ou MasterCard) pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs fédéraux désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.
2. Les formulaires suivants sont disponibles au site Web [Catalogue de formulaires](#) :
 - PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes
 - PWGSC-TPGSC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple)
 - PWGSC-TPSGC 944 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (anglais seulement)
 - PWGSC-TPSGC 945 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (français seulement)

Ou

3. Lorsqu'un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente est utilisé, il doit contenir au minimum les renseignements suivants :

- le numéro de l'offre à commandes;
- l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées et acceptation de ces termes.
- la description et le prix unitaire de chaque article;
- la valeur totale de la commande subséquente;
- le point de livraison;
- confirmation de l'autorisation de l'utilisateur fédéral autorisé pour conclure un contrat
- acceptation des termes et conditions de l'offre à commandes.
- la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
- les données recueillies et indiquées à l'annexe B – Déclaration de l'offre à commandes, article B1, Collecte de données.

7.1.2 Utilisateurs désignés d'une province ou d'un territoire

Pour les commandes subséquentes émises par l'utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire, les travaux seront autorisés ou confirmés à l'aide du formulaire GC 942-3, Commande subséquente à une offre à commandes. Un échantillon électronique est joint à l'annexe E – Formulaires. Ce formulaire se trouve dans le site du [Catalogue de formulaires de TPSGC](#).

Ou d'un formulaire équivalent ou d'un document électronique de commande comportant à tout le moins les renseignements suivants :

- le numéro de l'offre à commandes;
- la valeur totale de la commande subséquente;
- le prix unitaire de chaque article figurant sur la commande subséquente;
- le point de livraison;
- l'acceptation des modalités de l'offre à commandes.

Les commandes subséquentes à l'offre à commandes payées avec une carte d'achat (carte de crédit) au point de vente doivent être accordées aux mêmes prix et conditions que toute autre commande subséquente. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés d'une province ou d'un territoire dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.

8. Limite des commandes subséquentes

8.1 À l'intention des utilisateurs fédéraux:

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser **400 000.00\$** (taxes applicables incluses).

8.2 À l'intention des utilisateurs désignés d'une province ou d'un territoire :

Si une limitation financière s'applique à une commande subséquente émise par un utilisateur d'ID P/T, qu'elle s'applique sur une base individuelle à chaque commande subséquente ou collectivement pour toutes les commandes subséquentes émises, elle doit être présentée par l'utilisateur d'ID P/T émettant la commande. Lorsque de telles limites financières sont soumises à l'offrant par l'autorité contractante de l'utilisateur d'ID P/T, l'offrant ne doit accepter aucune commande subséquente à l'offre à commandes qui excède cette limitation financière, à moins que l'autorité contractante l'ait expressément autorisé par écrit.

9. Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant du coût totale estimé, (taxes applicables exclues) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou 4 mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales [2009](#) (2018-07-16), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales [2015A](#) (2018-07-16) Conditions générales - biens, (complexité moyenne);
- e) l'Annexe « A », Énoncé des Exigences
- f) l'Annexe « B », Critères d'évaluation Technique
- g) l'Annexe « C », Barème de prix
- h) l'Annexe « D », Rapport d'usage trimestriel d'une offre à commandes
- i) l'Annexe « E », Demande de rajustement du taux de change
- j) l'offre de l'offrant en date du

11. Attestations et renseignements supplémentaires

11.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

11.2 Statut et disponibilité du personnel - offre à commandes

Si pour des raisons hors de son contrôle, l'offrant est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans son offre, l'offrant peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire. L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle de l'offrant : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si l'offrant est incapable de fournir un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire, le Canada pourrait mettre de côté l'offre à commandes.

12. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

13. Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Pendant la période de l'offre à commandes, le Canada peut effectuer la transition vers une SAE afin de traiter et de gérer de façon plus efficace les commandes subséquentes individuelles pour certains ou pour l'ensemble des biens et des services applicables de l'offre à commandes. Le Canada se réserve le droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire.

Le Canada accepte de fournir à l'offrant un préavis de trois mois afin de lui permettre d'adopter les mesures nécessaires en vue d'intégrer l'offre à la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents.

Si l'offrant décide de ne pas offrir ses biens et ses services par l'intermédiaire de la Solution d'achats électroniques, l'offre à commandes pourrait être mise de côté par le Canada.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1. Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Définitions et interprétation

Définitions. Dans ce contrat, sauf indications contraires, les termes contenus dans la section 01 modifiée des Conditions Générales 2015A – *conditions générales – biens ou services – utilisateurs autorisés* jointe aux présentes à l'annexe G s'appliquent ou, si le terme n'est pas défini à l'annexe, mais qu'il l'est dans l'offre à commandes ou tout autre document faisant partie de l'offre à commandes, ce terme doit avoir le sens qui lui est donné dans un tel document.

Autres dispositions d'interprétation. Dans le présent contrat :

1. toutes les références d'une « section », d'un paragraphe, d'une annexe ou d'un appendice désigné s'appliquent à cette section, ce paragraphe, cette annexe ou cet appendice du contrat;
2. les termes « dans les présentes », « par les présentes », « en vertu des présentes » et autres expressions semblables renvoient au contrat dans son ensemble et non à une section ou une partie de celui-ci;
3. l'insertion de titres a pour seul but de faciliter la consultation. Ils ne sont pas une partie du contrat et ne doivent pas être employés pour interpréter, définir ou limiter l'étendue, la portée ou la visée du contrat ou de ses dispositions;
4. le singulier d'un terme comprend le pluriel et vice versa, l'utilisation d'un terme s'applique généralement à tous les genres et, selon le cas, à une entreprise. Le mot « y compris » n'est pas restrictif, qu'il soit utilisé ou non avec des termes non restrictifs (comme « sans restriction », « sans s'y limiter » ou autres formulations semblables) dans la référence à cet égard;
5. les mots qui désignent des personnes comprennent : individus, entreprises, sociétés à responsabilité limitée ou illimitée, sociétés en nom collectif ou sociétés en commandite, associations, sociétés de fiducie, organisations non constituées en personne morale et coentreprises;
6. lorsqu'un mot est défini, les autres formes du mot auront la même signification;
7. toute référence à un accord (y compris l'offre à commandes ou le contrat), à d'autres documents écrits, à un permis, à une licence ou à une approbation renvoie à tout document écrit, permis, licence ou approbation pouvant être modifié ou remplacé de temps à autre;
8. toute référence à un code, un règlement, une loi, une directive de politique ou un autre document énuméré dans le présent contrat renvoie à tout élément pouvant être modifié, effectué, remplacé, promulgué, repromulgué ou élargi de temps à autre;

9. toutes les références à des jours autres que les jours ouvrables désignent les jours civils;
tous les montants en dollars désignent des dollars canadiens.

2. Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales

[2015A](#) (2018-07-16), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Les articles suivants de 2015A s'appliquent uniquement aux utilisateurs fédéraux désignés.

Article 27 - Honoraires conditionnels

[Article 29 - Dispositions relatives à l'intégrité – contrat](#)

[Article 31 - Code de conduite de l'approvisionnement](#)

[2010C](#) (2018-06-21), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Les articles suivants de 2010C s'appliquent uniquement aux utilisateurs fédéraux désignés.

Article 25 – Honoraires conditionnels

Article 27 – Integrity Provisions – Contract

Article 31 – Code de conduite pour l'approvisionnement – contrat

Article 16 Intérêt sur les comptes en souffrance de 2015A (2018-07-16) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

Article 13 Intérêt sur les comptes en souffrance de 2010C (2018-06-21) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

2.2 Clauses du Guide des CCUA

Références de CCUA	Section	Date
B1501C	Appareillage électrique	2006-06-16
B7500C	Marchandises excédentaires	2006-06-16

3. Durée du contrat

3.1 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

4. Paiement

4.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix unitaires fermes précisés dans le contrat. Les droits de douane *sont inclus* et les taxes applicables sont en sus.

4.2 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme du coût totale estimé. Les droits de douane *sont inclus* et les taxes applicables sont en sus.

2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
- b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
- c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,

selon la première de ces conditions à se présenter.

3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

4.3 Paiements multiples

Clause du guide des CCUA [H1001C](#) (2008-05-12) Paiements multiples

4.4 Paiement par carte de crédit

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : _____ et _____.

4.5 Rajustement relatif à la fluctuation du taux de change

1. Le montant en monnaie étrangère est défini comme la portion du prix ou du taux qui varie directement en fonction des fluctuations du taux de change. Ce montant devrait comprendre l'ensemble des taxes, des droits et des autres frais payés par la soumissionnaire et qui seront compris dans le montant de rajustement.
2. Pour chaque article pour lequel un montant en monnaie étrangère est déterminé, le Canada assume les risques et les avantages liés à la fluctuation du taux de change, conformément à la Base de paiement. Pour ces articles, le montant de rajustement du taux de change est déterminé conformément à la disposition de la présente clause.
3. Le prix total payé par le Canada sur chaque facture sera rajusté au moment du paiement, selon le montant en monnaie étrangère et la disposition relative à la fluctuation du taux de change du contrat. Le montant de rajustement du taux de change sera calculé conformément à la formule suivante :

$$\text{Rajustement} = \text{montant en monnaie étrangère} \times \text{Qté} \times (i_1 - i_0) / i_0$$

où les variables de la formule correspondent à :

Montant en monnaie étrangère (par unité)

i_0 : taux de change initial (\$ CA par unité de monnaie étrangère [p. ex., 1 \$ US])

i_1 : taux de change aux fins du rajustement (\$ CA par unité de monnaie étrangère [p. Ex., 1 \$ US])

Qté: quantité d'unités.

4. Le taux de change initial correspond habituellement au cours à midi, publié par la Banque du Canada à la date de clôture de la demande de soumissions.
5. Pour les biens, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi, publié par la Banque du Canada à la date de livraison des biens. Pour les services, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi, publié par la Banque du Canada pour le dernier jour ouvrable du mois durant lequel la prestation a eu lieu. Pour les paiements anticipés, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi à la date à laquelle le paiement était dû. Le plus récent cours à midi sera utilisé pour les jours non ouvrables.

6. L'entrepreneur doit indiquer le montant total de rajustement du taux de change (soit à la hausse, à la baisse ou invariable) séparément sur chaque facture ou demande de paiement présentée dans le cadre du contrat. Dans le cas où un rajustement s'applique, l'entrepreneur doit joindre à sa facture le formulaire PWGSC-TPSGC 450, Demande de rajustement du taux de change.
7. Le rajustement du taux de change sera uniquement appliqué lorsque la fluctuation du taux de change varie de plus de 2% (augmentation ou diminution), calculé conformément à la colonne 8 du formulaire PWGSC-TPSGC 450 (c.-à-d. $[i1 - i0 / i0]$).
8. Le Canada se réserve le droit de vérifier toute révision de coûts et prix en vertu de la présente clause.

5. Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque facture doit être appuyée par:

- a. une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
 - b. une copie du document de sortie et de tout autre document tel qu'il est spécifié au contrat; et
 - c. une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs et pour tous les frais de déplacement et de subsistance.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît sur la commande subséquente pour attestation et paiement.

6. Assurances

Clause du Guide des CCUA [G1005C](#) (2016-01-28), Assurances

7. Clauses du Guide des CCUA (livraison)

Références de CCUA	Section	Date
D2000C	Marquage	2007-11-30
D2001C	Etiquetage	2007-11-30
D6010C	Palettisation	2007-11-30
D9002C	Ensembles incomplets	2007-11-30

7.1 Instructions d'expédition - livraison à destination

rendu droits acquittés –DDP – (*destination*) selon les Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.

ANNEXE A – ÉNONCÉ DES EXIGENCES

1.0 Titre

Têtes d'éclairage à DEL de 12 volts

2.0 Exigences

- 2.1 Le fournisseur offre de fournir et de livrer les têtes d'éclairage à diodes électroluminescentes (DEL) de 12 volts énumérées à l'appendice 1 de l'annexe A ou l'équivalent, que l'on nomme ici « têtes d'éclairage », aux lieux de livraison énumérés à l'appendice 2 de l'annexe A pour les applications d'éclairage en cas d'urgence des véhicules de la Gendarmerie royale du Canada (GRC).
 - 2.1.1 Tous les frais et les coûts (comme le transport et les droits de douane) associés à la livraison des têtes d'éclairage sont inclus dans le prix des têtes d'éclairage.
- 2.2 Les têtes d'éclairage équivalentes doivent respecter ou dépasser les spécifications de rendement et techniques résumées dans la présente annexe.
 - 2.2.1 Les têtes d'éclairage équivalentes ne doivent pas dépasser de 5 % le poids, la taille et la forme. Les têtes d'éclairage équivalentes doivent avoir des capacités d'éclair et de sync., ainsi que des caractéristiques de montage identiques.
 - 2.2.2 Tout modèle de tête d'éclairage que l'on cesse de vendre à cause des changements de technologie peut être remplacé par un modèle plus récent qui respecte ou dépasse les spécifications de rendement et techniques résumées dans la présente annexe avec une différence de prix d'un maximum de 2 %, et il doit être pré-approuvé par le responsable d'offre à commandes et le responsable de projet.
- 2.3 Le fournisseur doit être un représentant du fabricant des têtes d'éclairage, ou un distributeur ou revendeur autorisé par le fabricant des têtes.
- 2.4 Le fournisseur offre de fournir des têtes d'éclairage avec un manuel bilingue (anglais et français), ou un manuel d'usine en anglais avec un dépliant en français, le tout contenant ce qui suit :
 - a) instructions de programmation et d'exploitation;
 - b) schémas de câblage et diagrammes d'interconnexion;
 - c) schémas avec identification des pièces.
- 2.5 Le fournisseur offre de fournir la garantie de trois (3) ans standard du fabricant minimale, y compris, sans s'y limiter, ce qui suit :
 - 2.5.1 Réparation ou remplacement des têtes d'éclairage défectueuses dans un délai de 30 jours civils après la date où le fournisseur reçoit l'article;

- 2.5.2 Continuer à fournir une garantie pour toute pièce de la tête d'éclairage qui est réparée, remplacée ou remise en état autrement dans le cadre de la garantie pour le reste de la période de garantie qui s'appliquait à la tête d'éclairage d'origine;
- 2.5.3 Tous les frais et les coûts (comme la main-d'œuvre et le transport) associés à la fourniture de la garantie pendant la période de garantie sont inclus dans le prix des têtes d'éclairage.
- 2.6 Le fournisseur est un fournisseur de garantie d'usine autorisé par le fabricant pour les têtes d'éclairage.
- 2.7 Le fournisseur a au moins une (1) installation de réparation et un centre de soutien au Canada pour les têtes d'éclairage.

3.0 Spécifications de rendement et techniques

- 3.1 Les têtes d'éclairage doivent respecter toutes les spécifications de rendement et techniques suivantes, sauf avis contraire :
 - a) Respectent les spécifications SAE J595 / de classe 1 et SAE J845 / de classe 1;
 - b) Sont cotées CISPR25 à la classe 3 ou mieux à partir d'une installation d'essais de fréquences radio accréditée (<https://www.ic.gc.ca/eic/site/mra-arm.nsf/fra/nj00096.html>);
 - c) Respectent l'indice de protection (IP) à IP 66 ou plus (sauf les articles 6.1, 7, 9, 16.1, 19.1);
 - d) Sont capables de fonctionner dans la plage de températures -30 °C à +60 °C;
 - e) Ont une plage de tensions d'entrée de 13,8 V c.c. \pm 20 %;
 - f) N'interfèrent pas avec et ne dégradent pas la sensibilité de la radio de police de la GRC de plus de 2 dB SINAD;
 - g) Sont capables de supporter l'application d'une polarité inverse d'une source d'alimentation normale pendant au moins 60 secondes sans endommager les têtes d'éclairage;
 - h) Les panneaux de commande électroniques doivent être enrobés de liquide à base d'époxy appliqué sur la carte de circuits imprimés et recouvrant tous les composants;
 - i) Tous les couvre-lentilles doivent être faits de polycarbonate incolore résistant aux fracassements et doté d'une protection contre les rayons UV (sauf les articles 6, 7, 9, 16.1);
 - i. Le module à DEL, le réflecteur et la lentille doivent sembler aussi incolores lorsqu'ils ne sont pas illuminés.

- ii. Les articles 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 doivent avoir la même protection contre les rayons UV, résister aux fracassements et avoir une lentille fumée.
- j) Les articles 20.1 et 20.2 sont fournis avec les supports suivants, et les supports doivent être de la même couleur, de la même forme et de la même mode pour les articles à placer sur les surfaces Fenix 21.1, 21.2 et 21.3 (ou l'équivalent).
 - i. Article : 21.1 Support en L FN-4016
 - ii. Article : 21.2 2 supports en L FN-4116
 - iii. Article : 21.3 Support rotatif FN-4316
- k) Les articles 11.1 à 11.3 doivent être munis de supports de fixation universels. Les supports doivent permettre les angles suivants : 0 degré, 5 degrés, 10 degrés et 15 degrés.
- l) Article 11.4; le fournisseur doit fournir un minimum d'articles suivants : de un à sept (1 à 7) supports de fixation spécifiques. Le support spécifique sera demandé lors de chaque commande subséquente.
 - 1. Support de véhicule universel
 - 2. Chevrolet Tahoe / Suburban
 - 3. Berline Ford Interceptor
 - 4. Ford Interceptor Utility
 - 5. Ford F150-350 / Expedition
 - 6. Dodge Ram 1500 / 2500
 - 7. Dodge Charger
- m) Les articles 18.1, 18.2, 18.3 et 18.4 doivent avoir les certifications suivantes pour les exigences (utilisateurs) : SAE J575, SAE J577 pour conditions routières difficiles.
- n) L'article 18.5 doit avoir un coin en caoutchouc - MPSM6U-SPACRKT (ou l'équivalent). L'équivalent doit être fabriqué de la même façon que l'article 18.1 pour pouvoir être adaptable.

Appendice 1 – Liste de produits

1.1	Whelen - IONR	Whelen ION rouge
1.2	Whelen - IONB	Whelen ION bleu
1.3	Whelen - IONJ	Whelen ION rouge/bleu
1.4	Whelen - IONA	Whelen ION jaune
2.1	Whelen - XONR	Lumière à placer sur les surfaces Whelen Xon rouge – lentille fumée
2.2	Whelen - XONB	Lumière à placer sur les surfaces Whelen Xon bleue – lentille fumée
2.3	Whelen - XONJ	Lumière à placer sur les surfaces Whelen Xon rouge/bleue – lentille fumée
2.4	Whelen - XONA	Lumière à placer sur les surfaces Whelen Xon jaune – lentille fumée
3.1	Whelen - IONSMR	Lumière à placer sur les surfaces Whelen Ion rouge
3.2	Whelen - IONSMB	Lumière à placer sur les surfaces Whelen Ion bleu
3.3	Whelen - IONSMJ	Lumière à placer sur les surfaces Whelen Ion rouge/bleue
3.4	Whelen - IONSMA	Lumière à placer sur les surfaces Whelen Ion jaune
4.1	Whelen - VTX609R	Whelen Vertex rouge
4.2	Whelen - VTX609B	Whelen Vertex bleu
4.3	Whelen - VTX609C	Whelen Vertex blanc
4.4	Whelen - VTX609J	Whelen Vertex rouge/bleu
4.5	Whelen - VTXFB	Rebord nord Whelen Vertex
5.1	Whelen - MCRNTR	Lumière fixée par goujons Whelen Micron rouge
5.2	Whelen - MCRNTB	Lumière fixée par goujons Whelen Micron bleue
5.3	Whelen - MCRNTA	Lumière fixée par goujons Whelen Micron jaune
6	Whelen - AVC21RB	Whelen Avenger II Solo rouge et bleu en deux parties séparées
7	Whelen - AVC12J	Whelen Ion Avenger II Duo rouge/bleu
8.1	Whelen - TLIR	Whelen Ion T-SERIES rouge
8.2	Whelen - TLIB	Whelen Ion T-SERIES bleu
8.3	Whelen - TLIJ	Whelen Ion T-SERIES rouge/bleu
8.4	Whelen - TLIA	Whelen Ion T-SERIES jaune
9	Whelen - SMLLBR	Whelen SlimMiser rouge et bleu en deux parties séparées
10	Sound Off - EAUSSMB0SWC	DEL Sound Off Mighty Night EAUSSMB0SWC
11.1	Sound Off - ENT2B3(R)	Feu de franchissement d'intersections Sound Off rouge sous les rétroviseurs et à 9 DEL
11.2	Sound Off - ENT2B3(B)	Feu de franchissement d'intersections Sound Off bleu sous les rétroviseurs et à 9 DEL
11.3	Sound Off - ENT2B3(J)	Feu de franchissement d'intersections Sound Off rouge/bleu sous les rétroviseurs et à 18 DEL
11.4	Sound Off - SPÉC. DE VÉHICULE*	Dispositif pour franchissement d'intersections fixé sous les rétroviseurs et spécifique au véhicule Sound Off
12.1	Sound Off - EL3SNR	Lumière à placer sur les surfaces Sound Off LED3 Mini rouge
12.2	Sound Off - EL3SNB	Lumière à placer sur les surfaces Sound Off LED3 Mini bleue
13.1	Sound Off - EGHST1R-12	Lumière à placer sur les surfaces Sound Off Ghost rouge

13.2	Sound Off - EGHST1B-12	Lumière à placer sur les surfaces Sound Off Ghost bleue
13.3	Sound Off - EGHST1J-12	Lumière à placer sur les surfaces Sound Off Ghost rouge/bleue
14.1	Sound Off - ENFDGS1(RR)	Lumière Sound Off nForce double rouge/rouge fixée sur la grille/le coffre
14.2	Sound Off - ENFDGS1 (BB)	Lumière Sound Off nForce double bleue/bleue fixée sur la grille/le coffre
15.1	Sound Off - ENFSGS3 (R)	Lumière Sound Off nForce simple rouge fixée sur la grille/le coffre
15.2	Sound Off - ENFSGS3(B)	Lumière Sound Off nForce simple bleue fixée sur la grille/le coffre
16.1	Sound Off - ENFWBF	8 modules Sound Off nForce : 2 BLEUS, 2 BLEUS/BLANCS, 2 ROUGES, 2 ROUGES/BLANCS
16.2	Sound Off – SPÉC. DE VÉHICULE*	Support de véhicule Sound Off – INCLUS AVEC 16.1
17.1	Federal Signal - MPS300U-R	Federal Signals MicroPulse 300 Ultra rouge
17.2	Federal Signal - MPS300U-B	Federal Signals MicroPulse 300 Ultra bleu
18.1	Federal Signal - MPS600U-R	Federal Signals MicroPulse 600 Ultra rouge
18.2	Federal Signal - MPS600U-B	Federal Signals MicroPulse 600 Ultra rouge
18.3	Federal Signal - MPS600U-R/B	Federal Signals MicroPulse 600 Ultra rouge-bleu en deux parties séparées
18.4	Federal Signal - MPS620U-B-R	Federal Signals MicroPulse 620 Ultra rouge-bleu double
18.5	Federal Signal - MPSM6U-SPACRKT	Ensemble de coins
19.1	Feniex - H2209-BW	Feniex Cannon - Bleu/blanc
19.2	Feniex - H2209-RW	Feniex Cannon - Rouge/blanc
19.3	Feniex - H2209-RA	Feniex Cannon – Bleu/jaune
19.4	Feniex - H2209-BA	Feniex Cannon – Bleu/jaune
19.5	Lentille Feniex Cannon	Feniex Cannon – Lentille de 180 degrés
20.1	Feniex – Lumière à placer sur les surfaces – rouge	Lumière à placer sur les surfaces Feniex rouge à éclairage sur 40 degrés
20.2	Feniex – Lumière à placer sur les surfaces – Bleue	Lumière à placer sur les surfaces Feniex bleue à éclairage sur 40 degrés
21.1	Feniex – Supports en L FN-4016	Support Feniex
21.2	Feniex – 2 supports en L FN-4116	Support Feniex
21.3	Feniex – Support rotatif FN-4316	Support Feniex

Appendice 2 – Lieux d’envoi

Division A

Garage de poste de la GRC
1426, boulevard St. Joseph
Orléans (Ontario) K1A 0R2

Division B

GRC, magasins
100, East White Hills Road
C.P. 9700, succursale B
St. John's (Terre-Neuve) A1A 3T5

Division C

Atelier des télécommunications de la GRC
4225, boul. Dorchester, ouest
Westmount (Québec) H3Z 1V5

Division D

Garage de poste de la GRC
1091, Portage Avenue
Winnipeg (Manitoba) R3C 3K2

Division E

Garage de poste de la GRC
1101, Calais Crescent
Chilliwack (Colombie-Britannique) V2R 5S7

Division F

Garage de poste de la GRC
6101, Dewdney Drive
Regina (Saskatchewan) S4P 3K7

Division H

GRC, magasins de la Division
86, Troop Avenue
Dartmouth (Nouvelle-Écosse) B3B 1Z1

Division J

GRC, magasins de la Division
C.P. 3900
1445, Regent Street
Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 4Z8

Division K

Garage de poste de la GRC
11136 - 109th Street
Edmonton (Alberta) T5G 2T4

Division K Sud de l’Alberta

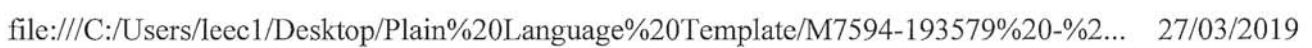
Garage de poste de la GRC
920, 16th Ave NE
Calgary (Alberta) T2E 1K9

Division L

Voir magasins de la Division H

Division O

Garage de poste de la GRC
345, Harry Walker Parkway
South Newmarket (Ontario) L3Y 8P6



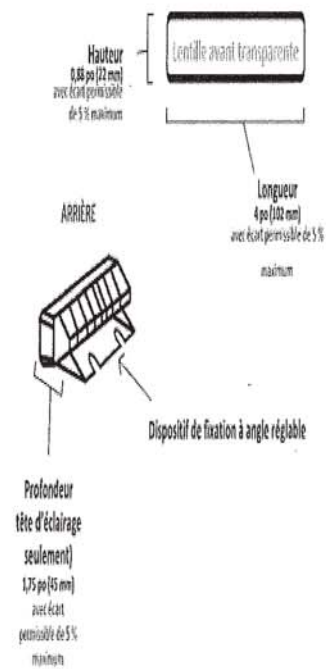


Dimensions

Fixation de lumière de miroir spécifique du véhicule

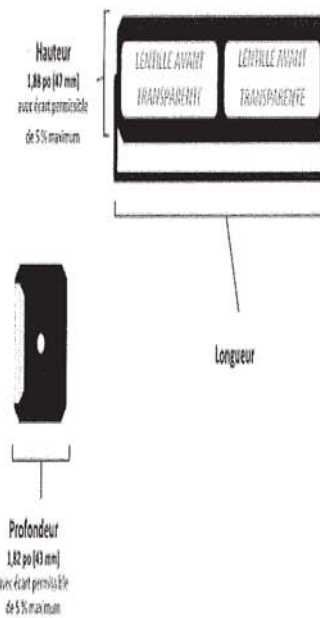
SoundOff Ghost EGHST1(X)-12 ou l'équivalent X = (R) rouge, (B) bleu ou (V) rouge/bleu

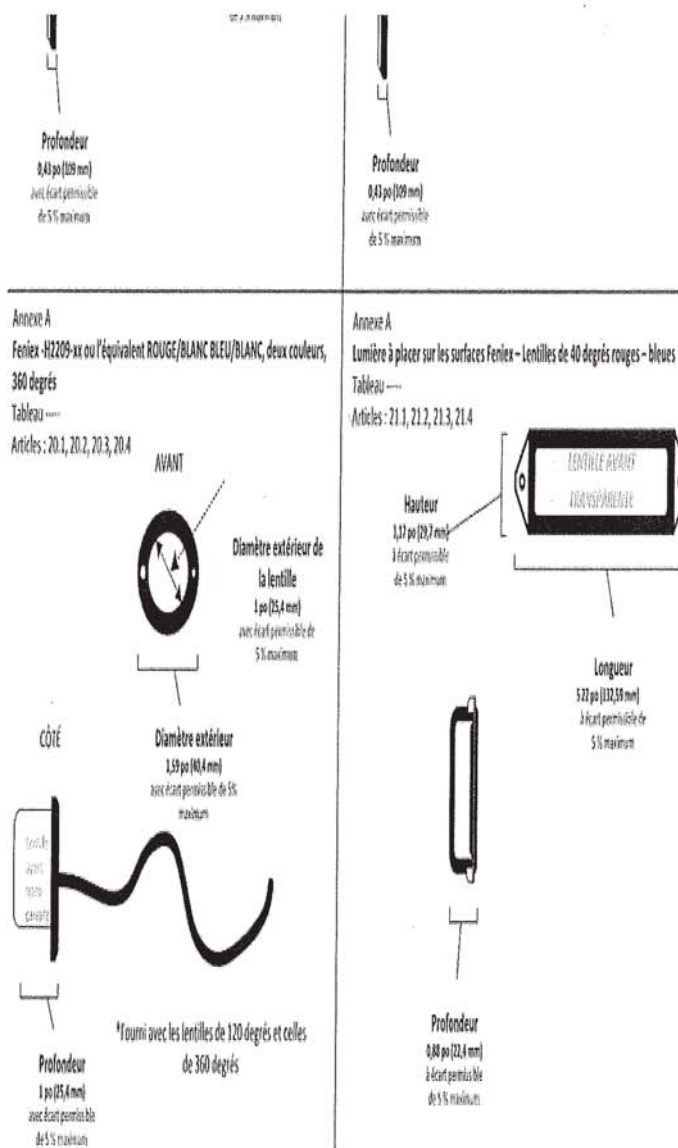
Appendice 2 de l'annexe A - Liste de produits - Articles : 13.1-13.3



Sound Off ENFDGS1(XX) ou l'équivalent XX = (RR) rouge/rouge (BB) bleu/bleu

Appendice 2 de l'annexe A - Liste de produits - Articles : 14.1 - 14.2





Article	TÊTES D'ÉCLAIRAGE	TÊTES D'ÉCLAIRAGE ou Equivalent	DIMENSION DES TÊTES D'ÉCLAIRAGE - Écart permis de 5 % au maximum
1.1	Whelen - IONR	Whelen ION rouge	Longueur de 4 po (101 mm) x hauteur de 1 1/4 po (32 mm) x largeur de 1 po (25 mm)
1.2	Whelen - IONB	Whelen ION bleu	
1.3	Whelen - IONJ	Whelen ION rouge/bleu	
1.4	Whelen - IONA	Whelen ION Amber	
2.1	Whelen - XONR	Lumière à placer sur les surfaces Whelen Xon rouge - lentille fumée	Longueur de 4 po (101 mm) x hauteur de 1 1/4 po (32 mm) x largeur de 1 po (25 mm)
2.2	Whelen - XONB	Lumière à placer sur les surfaces Whelen Xon bleu - lentille fumée	
2.3	Whelen - XONJ	Lumière à placer sur les surfaces Whelen Xon rouge/bleu - lentille fumée	
2.4	Whelen - XONA	Lumière à placer sur les surfaces Whelen Xon jaune - lentille fumée	
3.1	Whelen - IONSMR	Lumière à placer sur les surfaces Whelen Ion rouge	Longueur de 6 po (150 mm) x hauteur de 1 1/8 po (28 mm) x largeur de 1 11/16 po (43 mm)
3.2	Whelen - IONSMB	Lumière à placer sur les surfaces Whelen Ion bleu	
3.3	Whelen - IONSMJ	Lumière à placer sur les surfaces Whelen Ion rouge/bleu	
3.4	Whelen - IONSMA	Lumière à placer sur les surfaces Whelen Ion jaune	
4.1	Whelen - VTX609R	Whelen Vertex rouge	Diamètre de lentille de 1 po (26 mm) x Diamètre de l'encadrement 1 5/8 po (41 mm)
4.2	Whelen - VTX609B	Whelen Vertex bleu	
4.3	Whelen - VTX609C	Whelen Vertex blanc	
4.4	Whelen - VTX609J	Whelen Vertex rouge/bleu	
4.5	Whelen - VTXFB	Rebord noir Whelen Vertex	Longueur de 4 po (102 mm) x hauteur de 7/8 po (23 mm) x largeur de 7/8 po (23 mm)
5.1	Whelen - MCRNTR	Lumière fixée par goujons Whelen Micron rouge	
5.2	Whelen - MCRNTB	Lumière fixée par goujons Whelen Micron bleu	
5.3	Whelen - MCRNTA	Lumière fixée par goujons Whelen Micron jaune	
6	Whelen - AVC21RB	Whelen Avenger II Solo rouge et bleu en deux parties séparées	Longueur de 10 1/4 po (260 mm) x hauteur de 1 3/4 po (44 mm) x largeur de 4 1/2 po (114 mm)
7	Whelen - AVC12J	Whelen Ion Avenger II Duo rouge/bleu	Longueur de 6 1/2 po (165 mm) x hauteur de 1 3/4 po (44 mm) x largeur de 4 1/2 po (114 mm)
8.1	Whelen - TLIR	Whelen Ion T-SERIES rouge	Longueur de 5 po (127 mm) x hauteur de 1 1/2 po (38 mm) x largeur de 1/2 po (13 mm)
8.2	Whelen - TLJB	Whelen Ion T-SERIES bleu	
8.3	Whelen - TLJJ	Whelen Ion T-SERIES rouge/bleu	
8.4	Whelen - TLJA	Whelen Ion T-SERIES jaune	
9	Whelen - SMLLBR	Whelen SlimMiser rouge et bleu en deux parties séparées	Longueur de 12 7/8 po (326 mm) x hauteur de 1 5/8 po (42 mm) x largeur de 2 3/4 po (70 mm)
10	Sound Off - EAUSSMB05WC	DEL Sound Off Mighty Night EAUSSMB05WC	Longueur de 4,1 po (104 mm) x hauteur de 2,8 po (71 mm) x largeur de 1,3 po (33 mm)
11.1	Sound Off - ENT2B3(R)	Peu de franchissement d'intersections Sound Off rouge sous les rétroviseurs et à 9 DEL	Longueur de 2,9 po (74,0 mm) x hauteur de 1,9 po (4,8 cm) x profondeur de 2,9 po (7,4 cm)
11.2	Sound Off - ENT2B3(B)	Peu de franchissement d'intersections Sound Off bleu sous les rétroviseurs et à 9 DEL	
11.3	Sound Off - ENT2B3(J)	Peu de franchissement d'intersections Sound Off rouge/bleu sous les rétroviseurs et à 18 DEL	
12.1	Sound Off - EL3SNR	Lumière à placer sur les surfaces Sound Off LED3 Mini rouge	
12.2	Sound Off - EL3SNB	Lumière à placer sur les surfaces Sound Off LED3 Mini bleu	Longueur de 2,5 po (mm) x hauteur de 1,375 po (mm) x profondeur de 1,25 po (mm)
13.1	Sound Off - EGHSTIR-12	Lumière à placer sur les surfaces Sound Off Ghost rouge	Longueur de 4 po (mm) x hauteur de 0,88 po (mm) x profondeur de 1,75 po (mm)
13.2	Sound Off - EGHSTJB-12	Lumière à placer sur les surfaces Sound Off Ghost bleu	
13.3	Sound Off - EGHSTJJ-12	Lumière à placer sur les surfaces Sound Off Ghost rouge/bleu	
14.1	Sound Off - ENFDGS1(RR)	Lumière Sound Off nForce double rouge/rouge fixée sur la grille/le coffre	
14.2	Sound Off - ENFDGS1 (BB)	Lumière Sound Off nForce double bleu/bleu fixée sur la grille/le coffre	Longueur de 9,50 po (24,1 cm) x hauteur de 1,88 po (4,7 cm) x profondeur de 1,82 po (4,3 cm)
15.1	Sound Off - ENFSG83 (R)	Lumière Sound Off nForce simple rouge fixée sur la grille/le coffre	Longueur de 5,0 po (127,0 mm) x hauteur de 1,88 po (47,0 mm) x profondeur de 1,82 po (43,0 mm)
15.2	Sound Off - ENFSG83(B)	Lumière Sound Off nForce simple bleu fixée sur la grille/le coffre	
17.1	Federal Signal - MFS300U-R	Federal Signals MicroPulse 300 Ultra rouge	
17.2	Federal Signal - MFS300U-B	Federal Signals MicroPulse 300 Ultra bleu	
18.1	Federal Signal - MFS600U-R	Federal Signals MicroPulse 600 Ultra rouge	Longueur de 5,2 po (132,08 mm) x hauteur de 1,26 po (32 mm) x profondeur de 0,37 po (9,4 mm)
18.2	Federal Signal - MFS600U-B	Federal Signals MicroPulse 600 Ultra bleu	
18.3	Federal Signal - MFS600U-R/B	Federal Signals MicroPulse 600 Ultra rouge-bleu en deux parties séparées	
18.4	Federal Signal - MFS620U-B-R	Federal Signals MicroPulse 620 Ultra rouge-bleu double	
19.1	Fenlex - H2209-BW	Fenlex Cannons - Bleu/blanc	Diamètre extérieur de 1,59 po (40,4 mm) x profondeur de 1 po (25,4 mm) x diamètre de lentille de 1 po (25,4 mm)
19.2	Fenlex - H2209-RW	Fenlex Cannons - Rouge/blanc	
19.3	Fenlex - H2209-RA	Fenlex Cannons - Bleu/jaune	
19.4	Fenlex - H2209-BA	Fenlex Cannons - Bleu/jaune	
20.1	Fenlex - Lumière à placer sur les surfaces - Rouge	Lumière à placer sur les surfaces Fenlex rouge à éclairage sur 40°	Longueur de 5,22 po (132,59 mm) x hauteur de 1,17 po (29,7 mm) x profondeur de 0,88 po (22,4 mm)
20.2	Fenlex - Lumière à placer sur les surfaces - Bleue	Lumière à placer sur les surfaces Fenlex bleu à éclairage sur 40°	

ANNEXE B - CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE

Critères d'évaluation technique obligatoires

N° d'art.	Description	Respect du critère/conforme		Justification ou référence à la documentation du fournisseur
		Oui	Non	
M1	Le fournisseur doit être un représentant du fabricant ou un distributeur ou revendeur des têtes d'éclairage autorisé par le fabricant.			
M2	Le fournisseur doit soumettre le nom du fabricant et le numéro de pièce de chaque tête d'éclairage offerte. Pour chaque produit équivalent offert, le fournisseur doit soumettre un produit échantillon pleinement représentatif du produit équivalent offert, et les documents de spécification de produit incluant les schémas à évaluer. Le produit équivalent doit respecter ou dépasser les spécifications techniques et de rendement détaillées dans l'énoncé des exigences à l'annexe A.			
M3	Le fournisseur doit fournir la garantie de trois (3) ans standard du fabricant minimale comme détaillé dans l'énoncé des exigences à l'annexe A.			
M4	Le fournisseur doit être un fournisseur de garantie d'usine autorisé par le fabricant pour les têtes d'éclairage.			
M5	Le fournisseur a au moins une (1) installation de réparation et un centre de soutien au Canada pour les têtes d'éclairage. Le fournisseur doit fournir l'information suivante pour chaque installation de réparation et centre de soutien : adresse(s), personne-ressource, numéro(s) de téléphone.			
M6	Le fournisseur doit présenter un exemplaire de chaque manuel de tête d'éclairage offert en anglais sur CD ou DVD. Le manuel doit avoir le contenu suivant au minimum : a) instructions d'exploitation et de programmation; b) schémas de câblage et diagrammes d'interconnexion; c) schémas avec identification des pièces.			

M7	Le fournisseur offre de fournir une garantie du fabricant supplémentaire qui dépasse l'exigence minimale spécifiée à M3 sans frais supplémentaire.			
M8	<p>Le fournisseur a un ou des centres de soutien et une ou des installations de réparation supplémentaires au Canada pour les têtes d'éclairage par rapport à l'exigence minimale spécifiée à M5.</p> <p>Veuillez fournir l'information suivante pour chaque installation de réparation et centre de soutien : adresse(s), personne-ressource, numéro(s) de téléphone.</p>			
M9	<p>Le fournisseur offre un système de tarification différenciée pour chaque commande de plus de 50 unités.</p> <p>Veuillez indiquer le pourcentage de rabais</p>			
M10	Le fournisseur offre une livraison garanti dans un délais de 7 jours civils à tout lieu de livraison énuméré à l'appendice 2 de l'annexe A sur chaque commande de 10 unités ou moins.			
M11	Le fournisseur offre un calendrier de réparation garantie dans les 15 jours civils ou moins pour chaque unité à tout emplacement de livraison énuméré à l'appendice 2 de l'annexe A, y compris l'autorisation de retour de marchandise (RMA).			

Annexe C – Barème de prix

Numéro du groupe	Sub Section	Numéro du pieces ou Equivalent	Description	Prix Unitaire Année 1	Prix Unitaire Année 2	Prix Unitaire Année 3	Prix Année Supplémentaire 1	Prix Unitaire Supplémentaire 2	Prix Totale/Numéro d'années)	Prix Unitaire Évalué du Groupe (Totale des prix unitaire évalués / Nombre d'articles dans chaque groupe
1	1.1	Whelen - IONR	Whelen ION rouge							
	1.2	Whelen - IONB	Whelen ION bleu							
	1.3	Whelen - IONJ	Whelen ION rouge/bleu							
	1.4	Whelen - IONA	Whelen ION jaune							
2	2.1	Whelen - XONR	Lumière à placer sur les surfaces Whelen Xon rouge - lentille fumée							
	2.2	Whelen - XONB	Lumière à placer sur les surfaces Whelen Xon bleue - lentille fumée							
	2.3	Whelen - XONJ	Lumière à placer sur les surfaces Whelen Xon rouge/bleu - lentille fumée							
	2.4	Whelen - XONA	Lumière à placer sur les surfaces Whelen Xon jaune - lentille fumée							
3	3.1	Whelen - IONSMR	Lumière à placer sur les surfaces Whelen Ion rouge							
	3.2	Whelen - IONSMB	Lumière à placer sur les surfaces Whelen Ion bleu							
	3.3	Whelen - IONSMJ	Lumière à placer sur les surfaces Whelen Ion rouge/bleu							
	3.4	Whelen - IONSMA	Lumière à placer sur les surfaces Whelen Ion jaune							
4	4.1	Whelen - VT-XG09R	Whelen Vertex rouge							
	4.2	Whelen - VT-XG09B	Whelen Vertex bleu							
	4.3	Whelen - VT-XG09C	Whelen Vertex blanc							
	4.4	Whelen - VT-XG09J	Whelen Vertex rouge/bleu							
5	5.1	Whelen - MCRNTR	Rebord nord Whelen Vertex							
	5.2	Whelen - MCRNTB	Lumière fixée par goujons Whelen Micron rouge							
	5.3	Whelen - MCRNTA	Lumière fixée par goujons Whelen Micron bleu							
		Whelen - AVC21RB	Lumière fixée par goujons Whelen Micron jaune							
6			Whelen Avenger II Solo rouge et bleu en deux parties séparées							
7			Whelen Ion Avenger II Duo rouge/bleu							
8	8.1	Whelen - TLIR	Whelen Ion T-SERIES rouge							
8	8.2	Whelen - TLIB	Whelen Ion T-SERIES bleu							
8	8.3	Whelen - TLIJ	Whelen Ion T-SERIES rouge/bleu							
8	8.4	Whelen - TLIA	Whelen Ion T-SERIES jaune							
9		Whelen - SMLIBR	Whelen SlimMiser rouge et bleu en deux parties séparées							
10		Sound Off - EAUSMB05WC	DEL Sound Off Mighty Night EAUSMB05WC							
11	11.1	Sound Off - ENT2B3(R)	Feu de franchissement d'intersections Sound Off rouge sous les rétroviseurs et à 9 DEL							
11	11.2	Sound Off - ENT2B3(B)	Feu de franchissement d'intersections Sound Off bleu sous les rétroviseurs et à 9 DEL							
11	11.3	Sound Off - ENT2B3(J)	Feu de franchissement d'intersections Sound Off rouge/bleu sous les rétroviseurs et à 18 DEL							
12	12.1	Sound Off - SPÉC. DE VÉHICULE*	Dispositif pour franchissement d'intersections fixé sous les rétroviseurs et spécifique au véhicule Sound Off							
12	12.2	Sound Off - EL3SNR	Lumière à placer sur les surfaces Sound Off LED3 Mini rouge							
13	13.1	Sound Off - EL3SNB	Lumière à placer sur les surfaces Sound Off LED3 Mini bleu							
13	13.2	Sound Off - EGHST1R-12	Lumière à placer sur les surfaces Sound Off Ghost rouge							
13	13.3	Sound Off - EGHST1B-12	Lumière à placer sur les surfaces Sound Off Ghost bleu							
14	14.1	Sound Off - ENFDG81(RR)	Lumière Sound Off nForce double rouge/rouge fixée sur la grille/le coffre							
14	14.2	Sound Off - ENFDG81 (BB)	Lumière Sound Off nForce double bleu/bleu fixée sur la grille/le coffre							
15	15.1	Sound Off - ENFSG83 (R)	Lumière Sound Off nForce simple rouge fixée sur la grille/le coffre							
15	15.2	Sound Off - ENFSG83(B)	Lumière Sound Off nForce simple bleu fixée sur la grille/le coffre							
16	16.1	Sound Off - ENFWBF	8 modules Sound Off nForce : 2 BLEUS, 2 BLEUS/BLANCS, 2 ROUGES, 2 ROUGES/BLANCS							
16	16.2	Sound Off - SPÉC. DE VÉHICULE*	Support de véhicule Sound Off - INCLUS AVEC 16.1							
17	17.1	Federal Signal - MP8300U-R	Federal Signals MicroPulse 300 Ultra rouge							
17	17.2	Federal Signal - MP8300U-B	Federal Signals MicroPulse 300 Ultra bleu							
18	18.1	Federal Signal - MP8600U-R	Federal Signals MicroPulse 600 Ultra rouge							
18	18.2	Federal Signal - MP8600U-B	Federal Signals MicroPulse 600 Ultra bleu							
18	18.3	Federal Signal - MP8600U-R/B	Federal Signals MicroPulse 600 Ultra rouge-bleu en deux parties séparées							
18	18.4	Federal Signal - MP8620U-B-R	Federal Signals MicroPulse 620 Ultra rouge-bleu double							
18	18.5	Federal Signal - MP8M6U-SPACRKT	Ensemble de coins							
19	19.1	Fenitex - H2209-BW	Fenitex Cannon - Bleu/blanc							
19	19.2	Fenitex - H2209-RW	Fenitex Cannon - Rouge/blanc							
19	19.3	Fenitex - H2209-FA	Fenitex Cannon - Bleu/jaune							

	19.4	Fenixlex - H2209-BA	Fenix Cannon – Bleu/jaune						
	19.5	Lentille Fenixlex Cannon	Fenix Cannon – Lentille de 180 degrés						
20	20.1	Fenixlex – Lumière à placer sur les surfaces – rouge	Lumière à placer sur les surfaces Fenixlex rouge à éclairage sur 40 degrés						
	20.2	Fenixlex – Lumière à placer sur les surfaces – Bleue	Lumière à placer sur les surfaces Fenixlex bleue à éclairage sur 40 degrés						
21	21.1	Fenixlex – Supports en L FN-4016	Support Fenixlex						
	21.2	Fenixlex – 2 supports en L FN-4116	Support Fenixlex						
	21.3	Fenixlex – Support rotatif FN-4316	Support Fenixlex						

SO/OC: M7594-193579
Reporting period / période
couverte:

Previous total amount spent /
Montant total de dépenses précédent (\$)

[illegible]

Travaux publics et Services
gouvernementaux CanadaPWGSC-TPSGC 450 (2016-06)

Instructions

Where:

i_0 = initial exchange rate (CAN\$ per unit of foreign currency [e.g. US\$1])

i_1 = exchange rate for adjustment purposes (CAN\$ per unit of foreign currency [e.g. US\$1])

Instructions to bidders:

1. Bidders must complete columns (1) to (4) at time of bidding, for each line item where they want to invoke the exchange rate fluctuation provisions.

2. Where bids are evaluated in Canadian dollars, the dollar values provided in column (3) should also be in Canadian dollars, so that the adjustment amount is in the same currency as the payment.

Instructions for Payment:

1. This form must be submitted with the invoice for payment with respect to all items with an FCC. Complete columns (1) through (7). Columns (8) and (9) will auto complete.

2. Suppliers should submit a separate calculation sheet for each invoice submitted showing the exchange rate adjustment for all line items with an FCC.

3. This form must be provided with all invoices where the exchange rate fluctuates more than 2% (increase or decrease), (i.e. $\text{abs}[(i_1 - i_0) / i_0] > .02$), unless otherwise stated in the contract.

Étant entendu que :

i_0 = Facteur de conversion du taux de change initial (\$ CA par unité de devise étrangère [p. ex. 1 \$ US])

i_1 = Taux de change aux fins du rajustement (\$ CA par unité de devise étrangère [p. ex. 1 \$ US])

Instructions aux soumissionnaires :

1. Les soumissionnaires doivent remplir les colonnes (1) à (4) au moment de présenter leur soumission, pour chacun des produits pour lesquels ils veulent se prévaloir des dispositions relatives à la fluctuation du taux de change.

2. Lorsque les soumissions sont évaluées en dollars canadiens, les montants en dollars indiqués dans la colonne (3) doivent également être en dollars canadiens, de sorte que le montant du rajustement soit indiqué dans la même devise que pour le paiement.

Instructions relatives au paiement :

1. Le présent formulaire doit accompagner la facture en vue du paiement pour chaque article comportant un montant en monnaie étrangère. Il faut remplir les colonnes (1) à (7). Les colonnes (8) et (9) seront remplies automatiquement.

2. Les fournisseurs doivent présenter une feuille de calcul séparée pour chaque facture et indiquer le rajustement du taux de change pour chaque article comportant un montant en monnaie étrangère.

3. Le présent formulaire doit accompagner toutes les factures pour lesquelles la fluctuation du taux de change est supérieure à 2% (augmentation ou diminution), (c. -à-d. $\text{abs}[(i_1 - i_0) / i_0] > .02$), à moins d'indication contraire dans le contrat.

ANNEXE F - INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'offrant doit compléter l'information ci-dessous afin d'identifier quels instruments de paiement électronique sont acceptés pour le paiement de factures.

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;
- () Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)